



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 1er février 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

*Les articles publiés à la Revue internationale des services financiers (RISF/IRFS) sont disponibles sur la base de données Stradalex, sur laquelle sont accessibles les revues et ouvrages du groupe Larcier/Bruylant.

SOMMAIRE

Après le Brexit

- 9 Introduction

*PERVENCHE BERÈS
SYLVIE MATHERAT*

Pourquoi en est-on arrivé là ?

- 23 Le Brexit : liberté ou tragédie ?
DAVID WRIGHT

Brexit état des lieux : presque deux ans après la rupture, où en est-on ?

- 43 Six ans après le Brexit : les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni en matière de politique de concurrence et de réglementation des services financiers
*JOHN BERRIGAN
OLIVIER GUERSENT*

- 55 Le Brexit et le secteur bancaire de l'UE : des libertés fondamentales du marché intérieur au statut de pays tiers
ANDREA ENRIA

- 71 Réflexions sur la réglementation financière de l'UE post-Brexit
JOSÉ MANUEL CAMPA

- 83 Paris et les autres places financières européennes après le Brexit
CHRISTIAN NOYER

- 93 Les aspects économiques et financiers du post-Brexit : compétition et complémentarité
XAVIER MUSCA

Que faire ?

- 113 L'affaire inachevée du Brexit : les implications pour les entreprises
HERVÉ HÉLIAS

- 127 Au lendemain du Brexit
STÉPHANE BOUJNAH

- 141 Quelle recomposition des services financiers dans l'UE27 après le Brexit ?
DENIS BEAU

- 153 L'après-Brexit reste à écrire
ROBERT OPHÈLE

- 163 Les liens entre les marchés financiers de l'UE et du Royaume-Uni ont-ils résisté au Brexit ?
*SROBONA MITRA
MAHMOOD PRADHAN*

- 179 Le Brexit : c'est maintenant ?
CATHERINE MATHIEU

- 193 Les opportunités du Brexit ?
ROGER LIDDLE

- 213 Pour une nouvelle coopération après le Brexit
PHILIPPE AGHION

Chronique d'histoire financière

- 221 John Law était-il réellement le fils d'Éole ? John Law : la stabilité monétaire et la monarchie inféodée à la Banque générale (1704-1719)
JEAN-DANIEL BOYER

Finance et littérature

- 239 Science et littérature : réconcilier « les deux cultures »
ALAIN-GÉRARD SLAMA

243 De Chateaubriand au Brexit :
le « double bind » de la modernité
ALAIN-GÉRARD SLAMA

Articles divers

249 La Théorie monétaire moderne :
idées fausses, vraies limites
et angles morts.
Un tour d'horizon des critiques
GUILLAUME L'ŒILLET

Recueil Daloz

> hebdomadaire
199^e année
2 février 2023
n° 4 / 7981^e
pages 169 à 232



ÉDITORIAL

169 Papa Ratzinger et l'Université, Franck Laffaille



Version numérique incluse*

LECTURES

183 Quand le numérique refait le droit et la société, Jean-Sylvestre Bergé

POINTS DE VUE

- 184 Bref aperçu de la directive UE 2022/2464 du 14 décembre 2022 relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD), Noëlle Lenoir
186 Droit à l'avortement : un demi-siècle de féminisme franco-américain, Malcolm Biiga



322304



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 196 **Chronique :** L'annexion de la Crimée et l'expropriation de biens ukrainiens par la Russie devant les juges français : la Cour de cassation se prononce en faveur de l'Ukraine dans l'affaire Oschadbank, Veronika Korom
200 **Panorama :** Droit des étrangers et de la nationalité, Olivera Boskovic, Sabine Corneloup, Fabienne Jault-Seseke, Natalie Joubert et Karine Parrot
215 **Notes :** Licéité et effets de la révocation conventionnelle d'une donation en présence d'héritiers réservataires, note sous Civ. 1^{re}, 30 nov. 2022, Clément François
220 Preuve de l'absence d'anomalie apparente d'un chèque par la banque débitrice de l'obligation de vigilance, note sous Com. 9 nov. 2022, Laurent Siguoirt
226 Les dommages résultant de la mort accidentelle d'un animal de compagnie : de simples « dommages aux biens » ?, note sous Bourges, 7 juill. 2022, Jean Mouly

ENTRETIEN

232 Quelle réforme pour l'immigration de travail ?, Fabienne Jault-Seseke

DALLOZ
Lefebvre Daloz

Recueil Daloz

Tour Lefebvre Daloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SYLVIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENAYEN, NICOLAS DIBIAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMEAU

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (5379)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

EDITION-RÉALISATION

Secrétaire de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{re} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, Directrice

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@daloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, Responsable

Tél. : 01 83 10 10 10

Service public : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - public@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépot légal - Février 2023

Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 916 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Daloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Franck Laffaille

169

Papa Ratzinger et l'Université



ACTUALITÉS

172

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Prêt (mise en garde) : prescription de l'action en responsabilité, Com. 25 janv. 2023

Cautionnement (validité) : formalisme des mentions manuscrites, Com. 25 janv. 2023

Cautionnement (palement) : compensation avec une créance de dommages-intérêts, Com. 25 janv. 2023

Billet à ordre (aval) : portée de la déclaration des créances, Com. 25 janv. 2023

Banque (intermédiaire) : contrat relatif à la recherche d'un financement, Com. 25 janv. 2023

Entreprise en difficulté

Liquidation judiciaire (dissolution) : clôture pour extinction du passif, Com. 18 janv. 2023

Fonds de commerce et commerçants

Ball commercial (fixation du prix) : portée de la notification du mémoire, Crim. 3^e, 25 janv. 2023

Ball commercial (déplafonnement) : étalement de la hausse de loyer, Crim. 3^e, 25 janv. 2023

Ball commercial (indemnité d'évitement) : privation du maintien dans les lieux, Crim. 3^e, 25 janv. 2023

Ball commercial (état d'urgence sanitaire) : gel des garanties à première demande, Crim. 3^e, 25 janv. 2023

Société et marché financier

Société commerciale (dépôt des statuts) : prescription de l'action, Com. 25 janv. 2023

Société à responsabilité limitée : responsabilité individuelle des cogérants, Com. 25 janv. 2023

Pacte d'associés (validité) : durée de la vie de la société, Crim. 1^{re}, 25 janv. 2023

175

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (vice caché) : infestation parasitaire d'un bâtiment, Crim. 3^e, 18 janv. 2023

Préjudice économique (enfant) : décès de l'un de ses parents, Crim. 2^{re}, 19 janv. 2023

Assurance (clause d'exclusion) : fermeture administrative durant la pandémie, Crim. 2^{re}, 19 févr. 2023

177

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Produit phytopharmaceutique : autorisation de mise sur le marché, CJUE 19 janv. 2023

Données personnelles (mise en examen) : données biologiques et génétiques, CJUE 26 janv. 2023

178

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Mise en danger d'autrui (aff. Agnès Buzin) : annulation de la mise en examen, Ass. plén., 20 janv. 2023

Sursis probatoire (loi du 28 décembre 2019) : application dans le temps, Crim. 25 janv. 2023

Loi d'orientation et de programmation : validation pour l'essentiel et publication

Procédure pénale

Action civile (terrorisme) : proximité du lieu d'un attentat, Crim. 24 janv. 2023

180

DROIT PUBLIC

Droit administratif

étranger (contrôle d'identité) : indices de tentative d'infraction, Crim. 25 janv. 2023

181

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Sécurité sociale

Réforme des retraites :

présentation du projet de loi

Accident du travail (faute inexcusable) : indemnisation complémentaire, Ass. plén., 20 janv. 2023

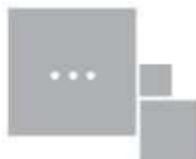


LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

183

Quand le numérique refait le droit et la société



POINTS DE VUE

184

Bref aperçu de la directive UE 2022/2464
du 14 décembre 2022
par Noëlle Lenoir

186

Droit à l'avortement :
un demi-siècle de féminisme franco-américain
par Malcolm Biiga



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

188

Le droit commun de la preuve
mis au service des enjeux environnementaux
par Ana-Maria Ilcheva

196

L'annexion de la Crimée et l'expropriation de biens
ukrainiens par la Russie devant les juges français :
la Cour de cassation se prononce en faveur
de l'Ukraine dans l'affaire Oschadbank
par Veronika Korom

PANORAMA

200

Droit des étrangers et de la nationalité
décembre 2021 – décembre 2022
par Olivera Boskovic, Sabine Comeloup,
Fabienne Jault-Seseke, Natalie Joubert
et Karine Parrot

NOTES

215

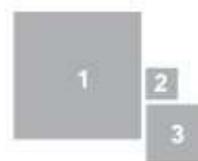
Licéité et effets de la révocation conventionnelle
d'une donation en présence d'héritiers réservataires,
note sous Cv. 1^{re}, 30 nov. 2022
par Clément François

220

Preuve de l'absence d'anomalie apparente d'un chèque
par la banque débitrice de l'obligation de vigilance,
note sous Com. 9 nov. 2022
par Laurent Sigouin

226

Les dommages résultant de la mort accidentelle
d'un animal de compagnie : de simples « dommages
aux biens » ?, note sous Bourges, 7 juill. 2022
par Jean Mouly



ENTRETIEN

232

Fabienne Jault-Seseke –
Quelle réforme pour l'immigration de travail ?

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

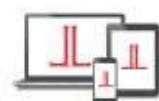
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

- L. Arcelin, J-L. Fourgoux
Le droit de la distribution sous l'influence européenne - Introduction p. 425
- J.-L. Fourgoux, L. Djavadi
Le nouveau règlement d'exemption : de nouveaux choix pour le secteur de la distribution p. 427
- L. Arcelin
Le partage de données dans le secteur de la distribution : un facteur de concurrence bien encadré p. 435
- M. Behar-Touchais
Le droit européen des relations contractuelles entre les plateformes du numérique et les professionnels (règlement P to B et DMA) p. 441
- N. Ferrier
La spécificité du droit français des relations fournisseurs-distributeurs p. 457
- J.-C. Grall, A. Illouz
Les relations industrie-commerce dans le secteur alimentaire : vous reprendrez bien un peu de millefeuilles (législatif) ? p. 469
- J.-D. Pellier
Le droit de la consommation après la directive Omnibus p. 479
- J. Stuyck
Le droit de la consommation, une arme entre professionnels p. 487
- A. Krachler
La proposition du règlement sur l'intelligence artificielle – Vers une intelligence artificielle maîtrisée par l'humain ? p. 497
- M.-É. Ancel, L. Bréhin, A. Foglia
The P2B Regulation: to be or not to be... effective? Views from France and Italy
Platforms, P2B Regulation, Unfair trading practices, Administrative sanctions, Terms and conditions p. 507
- N. De Sadeleer, G. Martens
Entre incitant et contrainte : la régulation de l'entreprise dans le droit européen de l'environnement p. 519

A. Coskun

La dynamique du contrôle des investissements étrangers dans l'Union européenne à la lumière du règlement (UE) 2019/452

p. 535

L. Feilhès

Responsabilité de l'État et autonomie procédurale : les nouvelles (im)précisions sur les principes d'équivalence et d'effectivité (CJUE, 28 juin 2022, Commission/Espagne)

p. 551

A. Iliopoulou-Penot

L'arrêt S/Familienkasse Niedersachsen-Bremen, nouvelle pierre à l'édifice de la citoyenneté européenne sociale

p. 571

A. Caiola

Mouvements secondaires et préservation de la spécificité concernant la position d'un enfant (« règlement Dublin III » et « directive procédures d'asile ») (CJUE, gde ch., 1er août 2022)

p. 579

T. Douville

Prévention des conflits d'intérêts et droit des données à caractère personnel (CJUE, 1er août 2022, OT/Vyriausioji tarnybinės etikos komisija, aff. C-184/20, EU:C:2022:601)

p. 589

M. Relange

L'arrêt Google Android du Tribunal de l'Union européenne : une mise à jour du logiciel du droit de la concurrence

p. 595

D. Berlin

Le refus d'un droit à déduction peut-il se « déduire » de la situation financière du vendeur ?

(CJUE, 4e ch., 15 septembre 2022, UAB "HA.EN."/Valstybinė mokesčių inspekcija prie Lietuvos Respublikos ...)

p. 605

M. Le Soudeer

Le point de vue du praticien sur le droit de la distribution et droit de l'Union européenne - Entretien avec Romain Maulin

p. 621

J. Martin

Le juge, la loi et l'Europe. Les trente ans de l'arrêt Nicolo, coll. Droit de l'Union européenne, série Colloques

p. 629

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 1 du 01 janvier 2023

Sommaire du numéro

Éditorial



DIRECTIVE CSRD

[Entrée en vigueur de la directive CSRD](#)

N° 1 - Par Arnaldo BERNARDI

Deux mois déjà



DROIT DES AFFAIRES

[Quelles sont les règles à respecter pour vendre un fichier client ?](#)

N° 1

DROIT DES AFFAIRES

[Le seul détournement du fichier clientèle d'un concurrent pour démarcher sa clientèle constitue un procédé déloyal.](#)

N° 2

DROIT DES AFFAIRES

[La déclaration en douane change de forme.](#)

N° 3

DROIT DES AFFAIRES

[Modalités d'application de l'interdiction d'impression et de distribution systématiques des tickets de caisse et de carte bancaire.](#)

N° 4

DROIT DES AFFAIRES

[Publication de la nouvelle version du Code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées.](#)

N° 5

DROIT DES AFFAIRES

[Modalités de signature électronique des déclarations des formalités des entreprises et de radiation du RNE : nouveautés.](#)

N° 6

DROIT DES AFFAIRES

[Possibilités de publicité renforcées pour les mesures d'injonction de la DGCCRF.](#)

N° 7

DROIT FISCAL

[Une société n'est pas redevable de la TVA facturée à tort s'il est établi que ses clients étaient des consommateurs finaux sans droit à déduction.](#)

N° 8

DROIT FISCAL

La société absorbante de la mère d'un groupe fiscalement intégré ne peut bénéficier d'une double imputation des déficits reportables constitués par un ancien groupe.

N° 9

DROIT FISCAL

Exercice d'une activité libérale au sein d'une SEL : tolérance administrative jusqu'au 31 décembre 2023 concernant le régime d'imposition en BNC.

N° 10

DROIT SOCIAL

Inaptitude : champ du contrôle judiciaire sur l'avis du médecin du travail.

N° 11

DROIT SOCIAL

L'apposition d'une signature manuscrite numérisée ne vaut pas absence de signature justifiant la requalification d'un CDD en CDI.

N° 12

DROIT SOCIAL

La loi d'urgence relative au marché du travail.

N° 13

DROIT SOCIAL

Les conditions de dépôt et de contrôle des accords d'épargne salariale sont précisées.

N° 14

DROIT SOCIAL

Activité partielle et activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable : une simplification des procédures de versement des trop-perçus.

N° 15

DROIT SOCIAL

Règles d'imputation en cas de paiement partiel des cotisations et contributions sociales et prolongation d'expérimentation.

N° 16

DROIT DES AFFAIRES

Quelles sont les règles à respecter pour vendre un fichier client ?

N° 17 - Par Olivier DE MATTOS

DROIT SOCIAL

La loi d'urgence relative au marché du travail

N° 18 - Par Olivier DE MATTOS

Table ronde

CONTRATS SPÉCIAUX

La réforme du droit des contrats spéciaux

N° 1 - Par Philippe STOFFEL-MUNCK , Julie KLEIN et Sébastien PIMONT



Dossier

ALERTE

Le nouveau régime des dispositifs d'alerte en France : comment conjuguer conformité et efficacité

N° 1 - Par William FEUGÈRE

BILAN

Bilan pré-loi Waserman

N° 2 - Par Jean-Yves TROCHON et Hélène HIRET

ALERTE EN ENTREPRISE

Alertes : où en sont les entreprises ?

N° 3 - Par François JAMBIN et Alexandre CHIMI

EXTENSION DU DOMAINE

L'extension du domaine des alertes et des lanceurs d'alerte

N° 4 - Par Jean-Yves TROCHON et Hélène HIRET

ENJEU RÉPUTATIONNEL

Alertes et réputation

N° 5 - Par Alexandra RICHERT

MODES DE COMMUNICATION

Les modes de communication interne et externe sur les dispositifs d'alerte

N° 6 - Par Dominique DEDIEU

PÉNALISATION

La pénalisation du droit des alertes

N° 7 - Par Antoine MOIZAN

MODALITÉS DE SIGNALLEMENT

Les modalités de signalement (téléphone, plateforme...)

N° 8 - Par Maria LANCRI

GROUPES DE SOCIÉTÉS

La mise en commun des dispositifs d'alerte : le sujet des groupes

N° 9 - Par Maria LANCRI et William FEUGÈRE

SIGNALMENTS AFA

Les signalements reçus par l'Agence française anticorruption

N° 10 - Par Stéphanie BIGAS-REBOUL

ENQUÊTES INTERNES

Les suites des alertes : observations sur les enquêtes internes

N° 11 - Par William FEUGÈRE



Cahiers pratiques

DIRECTION GÉNÉRALE | DIGITAL SERVICES ACT

Digital Services Act : les PME sont concernées

N° 1 - Par INFOREG

DIRECTION FINANCIÈRE | TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Transmission d'entreprise : le pacte Dutreil et son application aux sociétés holdings

N° 2 - Par INFOREG

DIRECTION COMMERCIALE | RUPTURE DU CONTRAT

Rupture du contrat d'agent commercial et versement de l'indemnité compensatrice

N° 3 - Par INFOREG

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | LICENCIEMENT

Une affaire de coiffure pas si anodine

N° 4 - Par INFOREG

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | PERSONAL INFORMATION PROTECTION LAW

Personal Information Protection Law

N° 5 - Par Julie SCHWARTZ et Océane FAROY

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 4 du 30 janvier 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[L'envers du fait divers](#)

N° 116 - Par Pascale ROBERT-DIARD

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | UNIVERSITÉS

[Dans les yeux des étudiants de Paris 8](#)

N° 117 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

[Saisie-attribution : conséquences de la mainlevée de la saisie nonobstant l'appel](#)

N° 118 - Par Nicolas CAYROL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

[Importance de la notification de la décision de condamnation pour le point de départ de l'intérêt légal majoré de cinq points](#)

N° 119 - Par Didier CHOLET

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 19 au 25 janvier 2023](#)

N° 120

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 janvier 2023](#)

N° 121

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

[Déchéance et proportionnalité](#)

N° 122 - Par Luc MAYAUX

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONSTRUCTION-URBANISME

[Point de départ de la prescription des recours en garantie des constructeurs : demande de reconnaissance d'une créance ou d'un droit](#)

N° 123 - Par Jean-Pierre KARILA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENTS COMMERCIAUX

[Le cadre spatio-temporel de la qualification d'agent commercial](#)

N° 124 - Par Nicolas DISSAUX

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

[MONEYVAL demande à Monaco d'intensifier ses efforts](#)

N° 125

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 19 au 25 janvier 2023

N° 126

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 15 janvier 2023

N° 127

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURES FISCALES

La cession de l'usufruit des droits sociaux n'est pas une cession de ces titres

N° 128 - Par Julien LAURENT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Limitation de la liberté d'expression et de communication par l'impératif de protection des consommateurs

N° 129 - Par Loïc ALLIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Revirement jurisprudentiel en matière d'indemnisation des salariés victimes de maladies professionnelles

N° 130

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

L'adhésion au CSP intervient au moment où le salarié signe le bulletin d'acceptation

N° 131 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RETRAITES

Le texte de la réforme des retraites présenté en Conseil des ministres

N° 132

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉLUS

Élus victimes d'agression : les assemblées et associations pourront se constituer partie civile

N° 133

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 19 au 25 janvier 2023

N° 134

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Reconnaissance légale des couples homosexuels

N° 135 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ SYNDICALE

Licenciement d'un syndicaliste au gré de l'employeur

N° 136 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Contentieux indemnitaire national et production de preuves

N° 137 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Distribution exclusive, effets d'éviction et abus de position dominante

N° 138 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | UNION EUROPÉENNE

Bénéficiaires effectifs et lutte contre le blanchiment de capitaux : coup de théâtre à la Cour de justice !

N° 139 - Par Laurent SAENKO et Éric DEZEUZE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROTECTION SOCIALE

Carte d'invalidité : les déficiences s'apprécient à la date de la demande

N° 140 - Par Julien MARROCHELLA

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

La faculté de droit et d'économie de Martinique

N° 141 - Par Gilles JOSEPH

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | SÛRETÉS

Les sûretés réelles relatives aux immeubles par destination

N° 142 - Par Marc MIGNOT

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | COMMERCE INTERNATIONAL

Droit du commerce international

N° 143 - Par Gautier BOURDEAUX , Michel MENJUCQ et Cyril NOURISSAT

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | TRAVAIL

Les impacts de la réforme pour l'entreprise : changer de logiciel

N° 144 - Par Emmanuelle BARBARA

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



NFT

Vademecum de la fiscalité des NFT

N° 145 - Par Jenna SCAGLIA

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CONSTITUTION ET POUVOIRS PUBLICS

3 questions à Benjamin Morel, maître de conférences à l'université Paris 2 Panthéon-Assas

N° 146

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Secret professionnel de l'avocat : la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire jugée conforme

N° 147

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Visite et saisie en matière fiscale au cabinet ou au domicile d'un avocat : conformité sous réserve

N° 148

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Le Conseil supérieur de la magistrature 2019-2022 : l'heure du bilan

N° 149

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Jérôme Gavaudan présente les voeux du CNB à la presse

N° 150

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Volet pénal du plan d'action issu des États généraux de la justice : le compte n'y est pas pour le CNB

N° 151

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Contrôles a posteriori des contrats de collaboration et publicité des avocats

N° 152

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 5 du 02 février 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



RÉGULATION

3 QUESTIONS - Hydrogène, mobilité et régulation : comment accompagner le développement ?

N° 119 - Par Olivier FRÉGET

BANQUE

L'accord de place sur les restructurations de PGE dans le cadre de la Médiation du crédit aux entreprises est prolongé en 2023

N° 120

BIBLIOGRAPHIE

Le concours entre conventions et accords collectifs de travail

N° 121

BIBLIOGRAPHIE

Communication commerce électronique

N° 122

DONNÉES CHIFFRÉES

Créations d'entreprises - décembre 2022

N° 123

Actualités



AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Directive NIS 2 (cybersécurité) : un socle transversal renforcé

N° 124 - Par Thibault DOUVILLE et Sarah PORCHER

AFFAIRES | ASSURANCE

Action en responsabilité pour manquement au devoir d'information et de conseil de l'assureur-vie : point de départ du délai de prescription

N° 125

AFFAIRES | BANQUE

Pas de nullité du contrat de recherche d'un financement conclu en méconnaissance des dispositions relatives aux IOBSP

N° 126

AFFAIRES | BANQUE

Responsabilité de la banque : point de départ de la prescription de l'action en indemnisation pour manquement à son devoir de mise en garde

N° 127

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Caution solidaire : effet de la compensation invoquée entre une créance de dommages et intérêts et celle due par la caution au titre de sa garantie

N° 128

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Cautionnement : formalisme et modifications de la convention initiale

N° 129

AFFAIRES | CONCURRENCE

Abus de position dominante : l'effet d'éviction des clauses d'exclusivité doit être démontré

N° 130

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Le Parquet national financier dresse le bilan de son activité en 2022

N° 131

AFFAIRES | EFFET DE COMMERCE

Garantie du paiement du billet à ordre : acte interruptif de la prescription de l'action contre le donneur d'aval

N° 132

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Les engagements de Google en faveur de la protection des consommateurs dans l'UE

N° 133

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

Mesure d'instruction in futurum exclue en présence d'une action manifestement vouée à l'échec

N° 134

AFFAIRES | PROCÉDURE PÉNALE

Preuves électroniques : accord entre le PE et le Conseil de l'UE sur les nouvelles règles

N° 135

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Effet de la nullité d'une disposition d'un pacte d'actionnaires

N° 136

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

En cas de pluralité de gérants, chacun n'est responsable que de ses propres fautes

N° 137

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Dépôt au RCS des actes modificatifs : prescription de l'action introduite tendant à enjoindre au gérant et à la société de procéder au dépôt des statuts intégrant leur modification

N° 138

AFFAIRES | TAUX D'INTÉRÊT

Mensualisation temporaire du taux d'usure : l'arrêté est publié

N° 139

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Déclaration d'accident du travail : l'ajout de réserves est désormais possible en ligne

N° 140

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Un nouveau plan d'action pluriannuel pour le système d'inspection du travail

N° 141

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Effet de la reconnaissance d'une faute inexcusable postérieurement à l'option définitive par laquelle la victime a sollicité le versement d'une rente

N° 142

SOCIAL | UNION EUROPÉENNE

La Commission européenne souhaite renforcer le rôle des partenaires sociaux à l'échelon national et au niveau de l'UE

N° 143

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Réforme de la fiscalité internationale : l'impact sur les recettes devrait être supérieur aux prévisions selon l'OCDE

N° 144

FISCAL | TAXES DIVERSES

Taxe due par les employeurs de main-d'œuvre étrangère : gestion transférée à la DGFIP

N° 145

FISCAL | TAXES DIVERSES

Éligibilité des sociétés de transport à l'exonération d'impôt sur les bénéfices en ZRR

N° 146

Etudes et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

La directive CSRD, nouveau modèle du reporting extra-financier au service de la durabilité des entreprises

N° 1033 - Par Béatrice PARANCE

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Clause d'exclusion d'un associé : les motifs doivent-ils être précisés ?

N° 1034 - Par Bruno DONDERO

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Technique contractuelle

N° 1035 - Par Jean-Baptiste SEUBE , Marie-Pierre DUMONT , Philippe GRIGNON et Romain LOIR

AFFAIRES | ABUS DE MARCHÉ

Conservation généralisée des données de connexion : le droit des abus de marché ne fait pas exception !

N° 1036 - Par Nicolas IDA

AFFAIRES | CONTRAT

Les mécanismes juridiques indispensables afin de limiter les effets des augmentations de prix sur les contrats

N° 1037 - Par Hugues VILLEY DESMESERETS et Charlotte LECOURT-SCHMIDT

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1038 - Par François TAQUET

FISCAL | CONTRÔLE FISCAL

Charte du contribuable vérifié

N° 1039 - Par D. F.

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

AUTORITÉS DE SUPERVISION

**Visites domiciliaires de l'AMF et notion d'occupant des lieux :
la présence passagère n'empêche pas la saisie**

→ PAGE 14

Maxime GALLAND

**La lutte contre les abus de marché n'autorise pas, à titre préventif,
la conservation généralisée et indifférenciée des données de trafic
des communications électroniques**

→ PAGE 19

Éric DEZEUSE et Chloé MÉLÉARD

SOCIÉTÉS COTÉES

**La RSE et les enjeux climatiques dans le nouveau
code Afep-Medef de 2022**

→ PAGE 57

Charles CARDON et Amandine GUIGNARD

PRODUITS FINANCIERS

**Les parts de SCPI sont des titres financiers mais ne sont
pas des valeurs mobilières**

→ PAGE 43

Michel STORCK

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

BJB201c0 • « The collapse of FTX », une histoire ordinaire ?

7

Pierre STORER

ENTRETIEN

BJB201b8 • Pour les CGP, il n'y aura pas de transition écologique sans la finance

11

Julien SÉRAQUI

AUTORITÉS DE SUPERVISION

BJB201b9 • Visites domiciliaires de l'AMF et notion d'occupant des lieux : la présence passagère n'empêche pas la saisie

14

Maxime GALLAND – Cass. ass. plén., 16 déc. 2022, n° 21-23685, BR – Cass. ass. plén., 16 déc. 2022, n° 21-23719, BR

BJB201c1 • La lutte contre les abus de marché n'autorise pas, à titre préventif, la conservation généralisée et indifférenciée des données de trafic des communications électroniques

19

Eric DEZEUZE et Chloé MÉLÉARD – CJUE, gde ch., 20 sept. 2022, n° C-339/20 et C-397/20, VD et SR

BJB201c4 • Teneur de compte-conservateur et instructions de vote en AG : des manquements confirmés mais une décision effacée

24

Jean-Philippe PONS-HENRY et Alban BIZIEUX – CE, 6^e-5^e ch. réunies, 17 oct. 2022, n° 449114

PRESTATAIRES

BJB201c2 • Financement participatif : où en sommes-nous avant la date butoir du 10 novembre 2023 ? 28

Emmanuelle BOURETZ – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2111, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/1, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2112, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/5, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2113, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/22, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2114, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/26, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2115, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/33, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2116, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/38, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2117, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/42, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2118, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/50, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/2119, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/63, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2022/2120, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/86, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2022/2121, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/86, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2022/2122, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/101, 8 nov. 2022 – Comm. UE, règl. exéc. n° 2022/2123, 13 juill. 2022 : JOUE L 287/120, 8 nov. 2022

PRODUITS FINANCIERS

BJB201b7 • Les parts de SCPI sont des titres financiers mais ne sont pas des valeurs mobilières

43

Michel STORCK – Cass. 2^e civ., 8 déc. 2022, n° 19-20143, FS-BR – Cass. com., avis, 30 mars 2022, n° 9014, FS-B

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

BJB201c5 • La violation par une SAS de l'interdiction de faire appel public à l'épargne

46

Vincent MALASSIGNÉ – CA Versailles, 13^e ch., 14 juin 2022, n° 21/05865

COMPLIANCE

BJB201c3 • La CJUE met fin à l'accès par le grand public au registre des bénéficiaires effectifs ouvert par la 5^e directive anti-blanchiment

53

Martine SAMUELIAN, Didier PORACCHIA et Hugues VAYSSET – CJUE, 22 nov. 2022, n° C-37/20 et C-601/20

SOCIÉTÉS COTÉES

BJB201c6 • La RSE et les enjeux climatiques dans le nouveau code Afep-Medef de 2022

57

Charles CARDON et Amandine GUIGNARD – AFEP-MEDEF, Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, déc. 2022

Gazette du Palais

31 JANVIER 2023

143^e ANNÉE · N° 3

· HEBDOMADAIRE ·

À la une

Procédure civile : les grands axes de la politique de l'amiable lancée par la Chancellerie

Généralisation de la mise en état participative, introduction de la césure et d'une audience de règlement amiable « à la française » dans le Code de procédure civile... : le point sur les principales réformes que la Chancellerie souhaite mettre en œuvre rapidement.



© wladimir1804_AdobeStock

Actualité

« Rendre la Justice, ce n'est pas seulement rendre des décisions à la chaîne »

entretien avec Michaël JANAS et Nicolas JACQUET

Doctrine

L'honoraire complémentaire de résultat, la modération et l'aléa

étude par Hervé GUETTARD

Jurisprudence

Quand la communication électronique échoue devant le premier président de la cour d'appel...

note par Abdoul YATERA
sous Cass. 2^e civ., 17 nov. 2022

Actes de colloque

Les Ateliers des voies d'exécution

Gazette Spécialisée PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Professeure agrégée à l'université Paris Ouest – Nanterre La Défense

AVEC LA PARTICIPATION DE

Corinne BLÉRY, Thibault GOUJON-BETHAN, Thomas Habu GROUD, Florence GUERRE, Marilyn GUEZ, Harold HERMAN, Nicolas HOFFSCHIR, Mehdi KEBIR, Lucie MAYER, Martin PLISSONNIER, Julien THÉRON et Vincent ÉGÉA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Gamarie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 570,74 € TTC
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC
Journal, recueil + table : 764,73 €
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 645 €
Journal, recueil + table : 859 €
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LexensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépot légal à parution
Imprimé par Duplicit Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n°GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL445c4 ■ Procédure civile : les grands axes de la politique de l'amiable lancée par la Chancellerie	3
GPL445c5 ■ « Il est important que la mise en état participative devienne la règle »	6
GPL444z1 ■ QPC 360°, le nouveau portail du Conseil constitutionnel	7
GPL444y9 ■ « Rendre la Justice, ce n'est pas seulement rendre des décisions à la chaîne » entretien avec Michaël JANAS et Nicolas JACQUET	8
GPL444y5 ■ L'Europe, dernier rempart du secret professionnel ? libres propos par Vanessa BOUSARDO, Pierre HOFFMAN et Marion STUMM sous CJUE, gde ch., 8 déc. 2022	12

Doctrine

GPL444s2 ■ L'honoraire complémentaire de résultat, la modération et l'aléa	14
étude par Hervé GUETTARD	

Technique

GPL445b1 ■ Les cours criminelles départementales par Nathalie FINCK	18
--	----

Jurisprudence

GPL444l4 ■ Quand la communication électronique échoue devant le premier président de la cour d'appel... note par Abdoul YATERA sous Cass. 2 ^e civ., 17 nov. 2022	21
---	----

GPL444r3 ■ Maître d'ouvrage et garantie décennale : des précisions sur le titulaire de l'action dans le cas d'un démembrement de propriété note par Pierre GRULIER sous Cass. 3 ^e civ., 16 nov. 2022	24
---	----

GPL444w4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD	27
---	----

GPL444o9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC	30
--	----

GPL445b3 ■ Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Contentieux administratif et Convention européenne des droits de l'Homme par Benjamin DEFOORT https://lex.so/GPL445b3	
--	--



Actes de colloque

GPL444s8 ■ Les Ateliers des voies d'exécution 3 ^e édition	33
---	----

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE Sous la responsabilité scientifique de Soraya AMRANI-MEKKI	55
--	----